

LES ORIGINES ITALIENNES DU FEDERALISME EUROPEEN PENDANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE MONDIALE.

Bertrand Vayssière, université Toulouse II- Le Mirail

La guerre de 1939-1945 tient une place particulière dans le renouvellement de la pensée fédéraliste. Elle est d'abord une manifestation des égoïsmes nationaux qui ne peuvent que déboucher sur des règlements de comptes, faute d'arbitrage juridique. Elle est ensuite une préfiguration du « grand nettoyage », logique espérée par toutes les tendances du fédéralisme de l'entre-deux-guerres. Suivant cette dernière, certains hommes commencent à envisager de nouveaux modes d'action au sein même de la Résistance.

Ce sont les Italiens qui se montrent les plus prompts à formuler une définition ambitieuse du fédéralisme, à tel point qu'ils sont les premiers à mettre sur pied, avant même la fin de la guerre, une organisation susceptible de faire entendre leur voix. L'Italie apparaît donc bien comme un « laboratoire du fédéralisme militant », qui cherche à combiner théorie et impulsion politique. L'opération de « médiatisation » se fait au sein de la Résistance et dans l'exil, précisément dans cette Suisse neutre qui devient le refuge de nombreux Italiens vers la fin de la guerre. C'est dans le cadre de cet exil que les premiers contacts vont être établis en dehors de la communauté italienne, permettant au fédéralisme de franchir les frontières et ainsi d'acquérir une véritable dimension européenne. Cette dimension européenne est précisément la seule à même de faire comprendre l'originalité de l'idée fédéraliste au sein de la Résistance, et l'importance qu'elle a pu avoir après la guerre. Nous sommes ainsi en désaccord avec l'idée défendue par certains chercheurs, selon laquelle le fédéralisme ne trouve sa force doctrinale qu'à partir de 1945¹. Certes, si l'on se réfère à l'exemple français, il est évident que la Résistance contrôlée peu à peu par de Gaulle a effacé les différences idéologiques d'un bloc que l'on veut monolithique, et opposé par nature à tout ce qui est fédéraliste². En revanche, une étude de ce même courant dans le milieu de la résistance italienne y montre une vigueur exceptionnelle³, alors que l'on peut voir dans l'organisation du *Movimento Federalista Europeo* (1943) une préfiguration de l'*Union Européenne des Fédéralistes*, qui sera effectivement créée en 1946.

A trop étudier l'activisme fédéraliste à l'intérieur des frontières nationales, il est difficile de donner les éléments de réflexion susceptibles de faire comprendre le renouveau et la place du fédéralisme européen dans l'après-guerre. On peut même dire, dans le cas français, que l'étude de l'idée fédéraliste sert bien souvent à illustrer sa nocivité et à justifier a posteriori l'apparente désaffection à son égard. Pour nous au contraire, l'idée fédéraliste a une place essentielle dans la Résistance, un « dénominateur commun » selon les mots de Norberto Bobbio, qui ne pouvait qu'éclore dans une période bouleversée. La guerre, combattue par les fédéralistes, sera cependant toujours revendiquée par eux comme étant l'une de leurs matrices, comme moteur de leur engagement à la détruire⁴. Comme la plupart des idées politiques qui se font entendre dans l'immédiat après-guerre en Europe, le fédéralisme s'élève sur un champ de ruines, s'insère dans une réalité guerrière et cette origine le marquera pour longtemps, en particulier dans ses difficultés à s'adapter au cadre politique inédit de la Libération, marqué par la Guerre froide. Il est donc intéressant de voir, à travers son élaboration, comment l'Europe devient une alternative politique à part entière, et de quelle manière les fédéralistes se préparent aux enjeux de l'après-guerre. L'étude de la présence et de l'action des fédéralistes italiens pendant la guerre est donc un bon moyen d'aborder la naissance d'un véritable courant « scientifique » issu d'une pensée jusque-là brouillonne. Nous verrons aussi comment cette pensée, déterminée et modelée selon les circonstances d'une guerre totale, a du s'adapter au cadre de la Libération.

Les *Archives Historiques des Communautés Européennes* de Florence contiennent de nombreuses sources qui permettent d'éclairer les premiers balbutiements de la pensée fédéraliste au sein de la Résistance, notamment à travers une volumineuse documentation de diverses origines (fonds Walter Lipgens). Le fonds *Altiero Spinelli* éclaire les motivations et le parcours du plus bouillant des fédéralistes ainsi que son activité fébrile, dont on peut sentir l'intensité à travers sa correspondance, ses écrits ou ses rapports, ainsi que son rôle dans la rédaction du premier document politique du fédéralisme européen de la Résistance, le *Manifeste de Ventotene*. Ces travaux permettent également de mesurer l'apport intellectuel et l'impact de cette forte personnalité, dans une action qui se veut avant tout collective⁵. D'autres acteurs italiens ont laissé des souvenirs de leur action, dont certains se

¹ REVEILLARD Christophe, *Les tentatives de construction d'une Europe fédérée (1940-1954), le fédéralisme européen contre les nations*, Université de Paris, 1995, p. 100, on trouve la même idée défendue par GREILSAMMER Alain, *Les mouvements fédéralistes en France de 1945 à 1974*, Paris, Presses d'Europe, 1975, p. 33.

² On peut en trouver une confirmation dans les souvenirs du résistant et fédéraliste FRENAY Henri, *La nuit finira*, pp.254-257.

³ Voir en particulier la thèse de GRAGLIA Piero, *L'europeismo nella lotta antifascista: il movimento di "Giustizia e Libertà" ed i federalisti di Ventotene (1929-1943)*, Firenze, Facoltà di Scienze Politiche, 1988.

⁴ « La guerre ne change pas substantiellement les problèmes de vie et de mort qu'il nous faut résoudre. Mais elle précipite, elle accélère furieusement leur évolution, elle transforme en un processus paroxystique ce qui normalement se serait étalé sur un grand espace de temps, et elle change avec une extraordinaire rapidité les conditions de réalisation historique », MARITAIN Jacques, *L'Europe et l'idée fédérale*, Paris, Mame, 1993, p.51 (texte écrit en 1940).

⁵ Voir son autobiographie, SPINELLI Altiero, *Come ho tentato di diventare saggio. La goccia e la roccia*, Bologna, Il Mulino, 1987.

limitent à raconter un épisode de leur vie : c'est le cas par exemple du fédéraliste Luciano Bolis qui, dans *Mon grain de sable*⁶, raconte son arrestation par les fascistes à la fin de la guerre, et nous permet de comprendre l'importance de la Résistance dans son engagement fédéraliste. Concernant plus précisément l'action menée par les fédéralistes italiens en terre helvétique à partir de septembre 1943, de nombreuses recherches ont été menées outre-Alpes⁷, qui continuent actuellement sous la houlette du professeur Luigi V. Majocchi au Département d'Histoire de l'Université de Pavie, grâce à l'ouverture d'archives inédites de certains des acteurs fédéralistes italiens, telles que celles de Guglielmo Usellini⁸. Enfin, il faut revenir aux Archives de Florence pour tout ce qui touche à l'organisation du premier mouvement fédéraliste européen dans l'après-guerre, l'*Union Européenne des Fédéralistes*, dont le fonds est riche de plus de deux cents dossiers.

1) *Le Manifeste de Ventotene*⁹ : genèse et enseignements.

Les Italiens sont-ils les initiateurs du militantisme fédéraliste, tel qu'il va s'imposer à l'issue du conflit ? On aurait tendance à le penser en étudiant les textes qu'ils font alors circuler, au premier chef le *Manifeste de Ventotene*, l'organisation clandestine qu'ils mettent en place dans leur pays, et enfin les liens qu'ils tissent autour d'eux avant même la fin de la guerre. Il est vrai que les réflexions italiennes sur un éventuel Etat européen s'appuient sur un héritage d'avant-guerre conséquent. L'un des auteurs les plus revendiqués par les fédéralistes italiens dès le début du conflit est l'un de leurs compatriotes, Luigi Einaudi, futur président de la République. Ce dernier avait écrit dès 1918, dans le *Corriere della Sera*, deux articles virulents contre « l'internationalisme bâtard » que mettait en place la Société des Nations, système incapable de résoudre les problèmes européens et ne pouvant empêcher, par conséquent, l'exaspération de conflits non réglés¹⁰. Il n'est pas anachronique de parler de ces textes, dans la mesure où ils sont connus des fédéralistes italiens de la Résistance, qui iront jusqu'à les faire publier dans la clandestinité, adoptant ainsi les points de vue de l'auteur qui, lui-même, adhère au *Movimento Federalista Europeo* dès sa création, en 1943. Les critiques de Luigi Einaudi sont d'ailleurs « intemporelles » : elles ne traitent pas précisément de la SDN, mais des problèmes que soulève tout type d'organisation internationale. D'après lui, la SDN est une mauvaise réponse à ces problèmes, dans la mesure où elle ne s'attaque pas au fond de la question, celui de la souveraineté nationale (premier article). C'est pourquoi Einaudi propose un autre modèle propre à résoudre les problèmes européens (et c'est sur ce chapitre que les fédéralistes italiens l'ont suivi), celui des Etats-Unis d'Amérique, c'est-à-dire celui de l'intégration institutionnelle. Le deuxième article est dans la continuité du premier, dans la mesure où il donne les raisons qui rendent nécessaire l'unification européenne : il s'agit de l'interdépendance économique croissante des Etats entre eux, qu'en bon libéral il juge plus forte que les réalités politiques nationales. On peut comprendre l'importance accordée par les fédéralistes à ces textes qu'ils vont en grande partie récupérer, dans la mesure où, pour la première fois, les raisons de l'unité européenne ne ressortissent pas exclusivement d'un point de vue moralisateur ou pacifiste, mais d'une véritable discussion critique permise par les incohérences de la SDN¹¹.

Le *Manifeste de Ventotene* peut faire comprendre les caractéristiques principales du fédéralisme « de guerre ». L'une des raisons essentielles en est qu'il a systématiquement été revendiqué par les fédéralistes eux-mêmes comme l'acte de naissance de la vocation politique du fédéralisme, de même que son principal initiateur, Altiero Spinelli, est reconnu comme l'une des personnalités fédéralistes les plus actives de l'après-guerre. L'autre raison en est que le *Manifeste de Ventotene*, outre les avancées doctrinales qu'il représente dans les domaines politiques et sociaux, marque un changement majeur dans la perception fédéraliste du monde, qui ne peut être séparé des conditions dans lesquelles il a été écrit : oeuvre clandestine, rédigée dans les geôles mussoliniennes en 1941, il fait le constat d'un monde qui a sombré à nouveau dans les affres de la guerre, entraîné par la mécanique guerrière du nationalisme.

On ne peut comprendre l'impact de ce document dans les cercles fédéralistes, ni même sa nouveauté, si l'on a pas à l'esprit ce qu'était le fédéralisme avant la guerre, alors représenté par des mouvements hétéroclites repoussant d'eux-mêmes l'appellation

⁶ BOLIS Luciano, *Il mio granello di sabbia*, Einaudi, 1946; éd. fr., *Mon grain de sable*, Lyon, La Fosse aux Ours, 1997.

⁷ SIGNORI Elisa, *La Svizzera e i fuorusciti italiani. Problemi e aspetti dell'emigrazione politica, 1943-1945*, Milano, 1983 ; BROGGINI Renata, *Terra d'asilo. I rifugiati italiani in Svizzera, 1943-1945*, Bologna, 1993, POZZOLI Francesca, *Il federalismo europeo organizzato in Svizzera 1943-1945*, a.a., 1994-95, relatore prof Luigi V. Majocchi.

⁸ Voir la thèse de MERLO Cristiano Riccardo, *Guglielmo Usellini, un socialista-federalista rifugiato in Svizzera (dicembre 1943-maggio 1945)*, a.a. 1994-95, relatore prof Luigi V. Majocchi.

⁹ Le *Manifeste* ayant été publié maintes fois, nous nous contentons ici de signaler sa présence dans LIPGENS Walter, *Documents on the History of European Integration, vol. 1, Continental Plans for European Union, 1939-1945*, De Gruyter, Berlin, New York, 1985, pp.471-484.

¹⁰ Luigi Einaudi a d'abord écrit, dans le *Corriere della Sera*, « La Società delle Nazioni è un ideale possibile ? » (5 janvier 1918), puis « Il dogma della sovranità e l'idea della Società delle Nazioni » (28 décembre 1918). Ces deux articles figurent également dans les *Lettere Politiche* publiées à Bari, en 1920, sous le pseudonyme de Junius, puis sous son vrai nom dans *La guerra e l'unità europea*, Milano, 1948, réédité en 1950, qui contient les principaux écrits fédéralistes d'Einaudi, écrits entre 1918 et 1948.

¹¹ La SDN sert également de point de départ à une autre réflexion de type fédéraliste de deux auteurs italiens, Giovanni Agnelli (fondateur de la FIAT) et Attilio Cabiati qui, dans *Federazione Europea o Lega delle Nazioni ?*, Torino, 1918, reprochent à la SDN les mêmes défauts qu'Einaudi, plus précisément la nullité du Tribunal Suprême, et appellent encore plus fortement que lui à la mise en place de la Fédération européenne.

de « fédéralistes »¹². Or, le *Manifeste de Ventotene*, bientôt suivi par divers textes comme la *Déclaration des Résistances européennes* (juillet 1944), lui aussi d'origine italienne, revendique le cadre européen comme étant nécessaire pour mener une réforme radicale dans les domaines politiques et sociaux. Ce texte, même s'il faut lui reconnaître une certaine confidentialité, marque l'introduction, dans le débat politique, d'un européisme plus militant, constat à la fois d'un sentiment d'échec et d'une volonté d'en sortir, moule multiforme dans lequel se reconnaissent tous ceux qui veulent réformer la société.

Le *Manifeste de Ventotene* est rédigé par Altiero Spinelli en collaboration avec Ernesto Rossi, professeur d'économie, et avec le socialiste Eugenio Colorni, rédacteur en chef de *l'Avanti*. Spinelli est un « militant-né » : très jeune, il entre dans l'activité clandestine antifasciste du Parti communiste italien dont il devient secrétaire des Jeunesses pour l'Italie centrale. Le 3 juin 1927, il a seulement 20 ans lorsqu'il est arrêté par la police mussolinienne, et condamné à 16 ans et 8 mois de prison par le Tribunal spécial fasciste (Tribunal de Sûreté de l'Etat). Après 10 années de prison, malgré quelques lois d'amnistie, il est maintenu en détention au printemps 1937 à Ponza¹³, avant d'être transféré en juin 1939 sur l'île de Ventotene. Mais en 1935, la rupture est consommée à l'occasion d'une réunion clandestine du parti, à Ponza, où Spinelli se refuse à prendre partie contre Zinoviev, Kamenev et Boukharine, accusés d'être des espions. Cette rupture n'est pas seulement motivée par des raisons conjoncturelles : il y a également à ce moment-là dans la démarche de Spinelli la recherche d'une nouvelle forme de pensée apte à satisfaire sa vision du monde, la quête d'une idéologie plus adaptée à ce qui ne peut manquer de naître de la guerre. Comme il l'explique lui-même dans une lettre à Albert Camus, qu'il espère gagner à son rêve fédéraliste au moment de la Libération :

« J'ai abandonné l'optimisme historique du marxisme qui était sûr que l'humanité était guidée vers des buts toujours plus élevés par la Providence [...] Je suis arrivé à me persuader que toute l'activité de l'homme civilisé est une construction audace (sic) et frêle au-dessus d'un gouffre qui menace de l'engloutir continuellement »¹⁴.

Cette vision plus pessimiste mais, selon lui, plus réaliste de l'avenir politique, il la recherche et semble la trouver à la lecture des fédéralistes britanniques des années 30 (Walter Layton, William Beveridge), ainsi que dans les *Federalist Papers* d'Alexander Hamilton, John Jay et James Madison¹⁵. Les Britanniques ont cependant eu plus d'importance, puisque Spinelli dit s'être inspiré, dans sa réflexion sur la crise de l'Etat national, des ouvrages de Lord Lothian et Lionel Robbins¹⁶. Mêmes Motivations chez Ernesto Rossi, qui lui aussi paie très cher son engagement antifasciste : après avoir adhéré à *l'Alleanza Nazionale* du député libéral Giovanni Amendola, suite à l'assassinat de Matteotti (10 juin 1924), puis à l'association secrète *Italia Libera*. Il s'exile en France en 1925, puis revient clandestinement en Italie à la fin de l'année, enseigne l'économie à Bergame et collabore à la *Riforma Sociale* de Luigi Einaudi. Arrêté en 1930 avec le groupe dirigeant de *Giustizia e Libertà* auquel il a adhéré, il est condamné à neuf ans de prison, qu'il effectuera du 30 octobre 1930 au 12 novembre 1939, avant d'être exilé à Ventotene, où il rencontre Altiero Spinelli.

Le contexte dans lequel a été décidée l'élaboration du *Manifeste* est important pour comprendre les motivations de ses auteurs : le document est, en effet, diffusé sous forme polycopiée sur le continent, dès juillet 1941, par l'intermédiaire d'Ursula Hirschmann, épouse de Colorni (et future femme de Spinelli), qui avait obtenu le droit de vivre à Ventotene avec son mari et ses filles¹⁷, d'Ada Rossi (femme d'Ernesto) et des soeurs de Spinelli, Fiorella et Gigliola. Il a pour titre « Pour une Europe libre et unie. Projet de manifeste ». Il est édité clandestinement à Rome par Eugenio Colorni en janvier 1944, avec deux autres essais d'Altiero Spinelli, *Les Etats-Unis d'Europe et les différentes tendances politiques*, et *Politique marxiste et politique fédéraliste*¹⁸, sous le titre général « Problèmes de la fédération européenne ». Le *Manifeste* a donc pu être lu et connu par certains milieux résistants pendant la guerre, mais seulement en Italie, à Rome ou à Milan et non à l'extérieur, comme le reconnaît Spinelli lui-même¹⁹.

¹² Pour Christophe Réveillard, le fédéralisme de l'entre-deux-guerres « conservait un caractère de confidentialité affirmée et impliquait la cooptation », *op. cit.*, p. 13.

¹³ *Regia Questura di Roma, acte du 25 février 1937 du Sig. Giudice di Sorveglianza*, AS-142, *Archivi Storici delle Comunità Europee* (ASCE), Florence : prolongation faite le 17 du mois, et qui fixe son confinement à 5 ans sur l'îlot de Ventotene, car il est jugé « élément dangereux pour l'ordre de l'Etat ».

¹⁴ *Lettera a Camus*, 18 mars 1945, p. 1, AS- 7, ASCE.

¹⁵ Ensemble des articles que ces trois hommes font paraître entre octobre 1787 et avril 1788 à l'occasion de la campagne de ratification du projet de Constitution des Etats-Unis, d'inspiration fédéraliste.

¹⁶ KERR Philip (Lord Lothian), *Pacifism is not enough*, Londres, Oxford University Press, 1935, ROBBINS Lionel, *Economic Planning and international order*, Londres, MacMillan Press, 1937.

¹⁷ Voici comment Spinelli relate les « voyages » de sa future femme : « La chose était au point de vue matériel relativement facile, car vous deviez vous soumettre à une fouille corporelle et de vos valises, qui consistait [pour Ursula] à se faire enfermer par la police dans une pièce avec une vieille femme de ménage qui, au lieu de la fouiller empochait un gros pot-de-vin, et un quart d'heure après ouvrait la porte en annonçant que tout allait bien », *op.cit.*, p.316.

¹⁸ Ces deux textes figurent dans leur intégralité dans LIPGENS Walter, *Documents*, vol. 1, pp.484 à 492.

¹⁹ « Je ne suis pas à même de connaître le degré de pénétration des écrits fédéralistes. Il faut tenir compte du fait qu'un seul papier illégal était lu par plusieurs personnes et que souvent on le copiait à la machine et on le polycopiait çà et là avant de le détruire. Ce qui est certain, c'est que les milieux antifascistes romains, milanais et turinois de 1943 connaissaient directement ou indirectement le Manifeste. Je ne sais pas si Silone le connaissait en 1942 en Suisse. Je ne crois pas que Trentin ait pu le connaître en France », *Le Manifeste de Ventotene*, Les Cahiers de Ventotene, Institut d'Etudes Fédéralistes Altiero Spinelli, Lyon/Ventotene, 1988, p.59.

Le travail de rédaction est partagé entre Spinelli, qui s'est chargé des problèmes de la crise de la civilisation occidentale, de l'unité européenne et du thème du « parti révolutionnaire » européen, et Rossi, aidé de Colorni, qui a rédigé la partie concernant la réforme de la société. Dans sa Préface à la première édition du *Manifeste*, le 22 janvier 1944, Spinelli résume sa pensée concernant la manière de mettre en place la future structure politique européenne: « Partir du préalable que le premier objectif à atteindre, c'est celui d'une organisation unitaire dans le domaine international, jette une nouvelle lumière sur tous les problèmes »²⁰. Le texte lui-même, assez court (24 pages), se partage en trois moments forts : dans la première partie, intitulée « la crise de la civilisation moderne », les auteurs critiquent les Etats-nations devenus Etats-Moloch, « faiseurs de soldats » et briseurs des libertés individuelles. Face à cette « crise », la seule solution entrevue par les auteurs consiste à créer de toutes pièces « l'unité européenne » qui nécessite le recours à « l'action révolutionnaire ». Enfin, cette action politique à grande échelle devrait permettre de mener à bien une tâche plus délicate, « la réforme de la société », qui consiste en un équilibre savant entre socialisme, largement revendiqué, et action individuelle, un peu à l'image du « socio-libéralisme » qui avait été défendu par le groupe antifasciste *Giustizia e Libertà* des frères Rosselli. On voit donc que la revendication fédéraliste s'accompagne d'une critique totale des cadres politiques nationaux ainsi que de la promesse d'une réforme générale des structures sociales.

Le *Manifeste* insiste sur deux idées importantes, d'après les auteurs eux-mêmes: « La première était que la fédération n'était pas présentée comme un bel idéal [...] mais comme un objectif dont il fallait hâter la réalisation, dès notre propre génération [...] la seconde idée significative consistait à dire que la lutte pour l'unité européenne allait créer une ligne de partage nouvelle entre les divers courants politiques, différent de celui du passé »²¹. C'est dans ces dispositions volontaristes que l'on s'éloigne le plus de « l'esprit intellectualiste » des européistes de l'entre-deux-guerres, par exemple d'un Julien Benda qui voyait dans l'unité européenne la « victoire de l'abstrait sur le concret »²². Avec ce message clair et ambitieux, les fédéralistes de la Résistance italienne parviennent à une phase plus mature, à une prise en compte plus rationnelle des possibilités de réorganisation politique du Vieux continent, où la notion de « révolution », dans son acception la plus complète, est clairement revendiquée. Créer un nouveau système exige de détruire l'ancien, et d'agir vite car cette issue est envisagée à court terme.

Le *Manifeste de Ventotene* se termine ainsi par une invitation à l'action militante, une main tendue à ceux qui sont prêts à accepter ces idées, où qu'ils soient:

« Par la propagande et par l'action, en cherchant à nouer, par tous les moyens, des ententes et des liens entre les divers mouvements qui vont très certainement se former dans les différents pays, il faut, dès à présent, jeter les bases d'un mouvement qui sache mobiliser toutes les forces pour donner naissance à la nouvelle organisation qui sera la création la plus grandiose et la plus novatrice établie en Europe depuis des siècles[...] »²³.

Les auteurs du *Manifeste* font donc un pari sur l'avenir, mais ils cherchent avant tout, pour des raisons pratiques, à créer un premier mouvement en Italie.

2) Le Movimento Federalista Europeo, première forme d'organisation d'un fédéralisme militant.

Ce mouvement est créé dès la chute du fascisme dans l'ensemble de la péninsule, et la nomination de Pietro Badoglio comme chef de gouvernement le 25 juillet 1943. Le *Movimento Federalista Europeo* est mis sur pied lors d'une réunion clandestine tenue à Milan les 27 et 28 juillet 1943, dans la maison du physicien Mario Alberto Rollier, que Spinelli avait rencontré en tant que militant du *Partito d'Azione* et qui avait été membre du parti fasciste jusqu'à ce que celui-ci adopte les premières lois antisémites²⁴. On peut dire un mot du *Partito d'Azione*, dans la mesure où cette formation politique nouvelle joue un rôle important dans l'itinéraire d'une grande partie des fédéralistes italiens. Celui-ci a été créé par les antifascistes Ferruccio Parri, Ugo La Malfa, Adolfo Tino, anciens de *Giustizia e Libertà*, qui publient leur premier manifeste en décembre 1941 et établissent un programme en sept points à Rome, le 4 juin 1942. Parmi ces sept points, on note l'abolition de la monarchie, la décentralisation, les nationalisations, la réforme agraire, le syndicalisme, la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Le septième point porte sur la nécessité d'une Fédération européenne et c'est celui qui permet les rapprochements entre *MFE* et *Partito d'Azione*, qui se vérifie par l'adhésion de Spinelli et Rossi à ce dernier, en 1943. Parmi les personnalités présentes lors de la réunion de Milan, on peut repérer quelques futurs acteurs notoires du militantisme européen: les trois auteurs du *Manifeste de Ventotene* (qui ont été libérés au début du mois de juillet), Ursula Hirschmann, Franco Venturi, Guglielmo Jervis, Vindice Cavallera, Leone Ginzburg, Vittorio Foa, Enrico Giussani, etc... (au total 22 personnes). Difficile de trouver une véritable homogénéité politique parmi ces fondateurs, si ce n'est leur engagement dans la Résistance. La composition politique de cette première assemblée montre cependant que les idées défendues par le *Manifeste de Ventotene* commencent à être connues, suscitant l'adhésion ou, au moins, la sympathie de résistants italiens issus d'horizons politiques différents: en effet, parmi les 22 personnes présentes, 9 viennent, comme Rossi, Colorni et Spinelli, de Ventotene, 14 ont adhéré au *Partito d'Azione*, 3 sont ou vont devenir socialistes, et deux sont membres du Parti Républicain, alors que Spinelli, sa femme Ursula et sa sœur Fiorella se disent « sans parti »²⁵. Parmi les « thèses politiques » à la

²⁰ *Ibid.*, p. 13.

²¹ SPINELLI Altiero, *Come ho tentato*, p.312.

²² BENDA Julien, *Discours à la nation européenne*, Paris, Folio, 1992 (éd. Originale, Paris, NRF, 1933).

²³ *Le Manifeste de Ventotene*, p. 36.

²⁴ ROGNONI-VERCELLI Cinzia, *Mario Alberto Rollier, un Valdese federatista*, Milano, Ed. Universitarie Jaca, 1991.

²⁵ SPINELLI Altiero, *Come ho tentato*, p.34.

base du *MFE*, écrites par Spinelli à Ventotene et discutées lors de cette réunion de Milan, on trouve quelques principes directement inspirés du *Manifeste*: le désir d'aller jusqu'à l'écrasement du nazisme et de fonder par la suite une paix solide (point 1) ; la volonté de rompre avec les droits régaliens de l'Etat, présentés comme des moyens d'asservissement des individus au profit d'un Moloch jamais rassasié (point 2) ; le refus d'adopter une formule confédérale du type SDN ou Confédération germanique (point 3) ; la volonté de mettre en place une Fédération européenne avec tous les pouvoirs nécessaires (point 4) ; le désir de fonder cette Fédération en mettant d'emblée de côté les aspirations politiques des uns et des autres, celles-ci ne pouvant être satisfaites qu'une fois que la légitimité du nouvel Etat européen ne sera plus remise en cause (point 5) ; la nécessité d'agir vite par un vaste effort de propagande et d'information (point 6).

Il faut bien insister sur le fait que les fédéralistes de la première heure se mettent en retrait de tout militantisme politique classique, ne faisant la différence qu'entre partis « progressistes » (plutôt de gauche à l'heure de la Libération, de toute façon ouverts aux problèmes européens) et « réactionnaires » (les partis qui ont collaboré, ceux qui montrent des réticences à tout type d'organisation du continent, parmi ces derniers les partis communistes). Cette attitude est à retenir dans le combat fédéraliste car elle permet au mouvement une souplesse qui fait passer l'objectif européen avant toute considération partisane. Même le socialiste Eugenio Colorni, qui a participé à la rédaction du *Manifeste de Ventotene* et à la création du *MFE*, démythifie la légende d'une Europe faite par le seul socialisme:

« Nous savons par expérience que les sentiments chauvins et les intérêts protectionnistes peuvent facilement conduire au conflit et à la concurrence même entre deux démocraties; et il n'est pas dit qu'un Etat socialiste riche doive nécessairement accepter de mettre en commun ses propres ressources avec un autre Etat socialiste bien plus pauvre, par le seul fait que dans ce dernier est en vigueur un régime interne similaire au premier »²⁶.

Les motivations des fédéralistes italiens apparaissent à travers les articles de leur organe de presse, *L'Unità Europea*. Ce journal, dont le premier numéro paraît en mai 1943, est le principal organe de la pensée fédéraliste au sein de la Résistance italienne: les deux premiers tirages sont réalisés clandestinement à Rome sous la direction d'Ursula Hirschmann, Ada Rossi, Cerilo Spinelli et Guglielmo Usellini, puis à Milan (Mario Alberto Rollier), excepté le n°5 édité en Suisse. Tiré à 4. 000 exemplaires en juin 1944, il passe en juin 1945 à 7.000 avant de devenir hebdomadaire à partir du 29 avril 1945 et ce jusqu'à la fin des années quarante, époque où il sera relayé par le nouveau titre du *MFE*, *Europa Federata*. Comme pour tout ce qui concerne la presse clandestine, faite dans l'urgence et donc avec un délai de réflexion très court, sans compter le manque de moyens, la valeur des articles de *L'Unità Europea* est très inégale. Ces articles, bien souvent, se répètent et sont, bien entendu, anonymes (bien que l'on sache que la plupart ont été rédigés par Spinelli ou Rossi). Le message est à la fois simple et ambitieux: la possibilité pour le *MFE* de devenir un élément de liaison entre les différents partis démocratiques, sans pour autant être annexé par un parti (« Movimento o Partito ? »²⁷) et, partant, d'influencer programmes et action (« Le Tendenze Federaliste », où l'on insiste sur l'importance d'un « préalable fédéral » avant toute restauration démocratique²⁸). Le terme « Révolution » revient le plus souvent, ainsi que la nécessité de s'insérer dans la politique concrète de chaque nation pour ensuite passer à l'échelle supérieure (« Governo di Unione Nazionale o Politica Federalista »²⁹; « Intransigenza »³⁰). En ce qui concerne la méthode, on trouve une première contradiction entre ceux qui se réfèrent au texte de Milan d'août 1943, souhaitant en passer par l'appel aux masses (bien que le mot « Constituante » n'apparaisse jamais dans ces 8 numéros, terme auquel on préfère pacte³¹), ceux qui croient en la seule bonne volonté des pays vainqueurs³² et ceux qui s'en méfient³³. Ce qui est clair, en revanche, c'est la nécessité d'abandonner les « mirages » du système confédéral de l'Europe « de Briand ». L'ennemi, lui, est omniprésent, ne serait-ce que par les références à son rôle dialectique: c'est l'action destructrice du Nazisme-Fascisme qui va permettre le renouveau politique et social tant attendu. Ainsi, à propos de la mort d'Eugenio Colorni lors de la libération de Rome (juin 1944) est-il écrit, dans le n°5, « que parfois [Colorni] était même porté à mettre en avant, paradoxalement, les aspects positifs de la politique hitlérienne, dans la mesure où celle-ci allait renverser toutes ces absurdes souverainetés anachroniques de trente-deux Etats-nations qui divisaient notre continent »³⁴.

Dans le feu de l'action, les fédéralistes se soucient cependant encore peu des réactions des partis classiques, et cherchent d'abord à faire connaître leurs thèses. La dernière résolution prise à Milan concerne l'organisation du *MFE*, en Italie et à l'étranger: Mario Alberto Rollier est nommé responsable du mouvement à Milan et Eugenio Colorni à Rome, alors que Spinelli et Rossi sont chargés de faire connaître celui-ci hors des frontières italiennes. Les résolutions issues de la rencontre clandestine de Milan sont

²⁶ Eugenio Colomi, préface à l'édition clandestine des *Problemi della Federazione Europea*, janvier 1944.

²⁷ Titre d'un article de Guglielmo Usellini, futur secrétaire général de l'*Union Européenne des Fédéralistes*, (UEF), paru dans *L'Unità Europea*, n°2, août 1943.

²⁸ Article paru dans *L'Unità Europea*, n° 1, mai 1943 (Altiero Spinelli).

²⁹ Ernesto Rossi, paru dans *L'Unità Europea*, n°4, janvier 1944.

³⁰ Altiero Spinelli, *L'Unità Europea*, n°3, septembre 1943.

³¹ Il faut attendre l'intervention de Piero Calamandrei au second Congrès de l'UEF à Rome en novembre 1948 pour que le terme Constituante devienne un des mots d'ordre principaux des fédéralistes italiens.

³² Ainsi en est-il d'un l'article de l'Anglaise Edith Monroe, repris dans le n°4 de *L'Unità Europea*, où le Fédérateur pourrait être l'URSS.

³³ ROSSI Ernesto, « L'inghilterra e l'Italia », *L'Unità Europea*, n°3, septembre 1943.

³⁴ « Un grave lutto del MFE. L'assassinio di Eugenio Colomi da parte dei nazifascisti a Roma », *L'Unità Europea*, juillet 1944, n°5.

publiées en italien dans *L'Unità Europea* (septembre 1943). L'importance de la rencontre de Milan dans l'amorce d'un véritable activisme fédéraliste est résumée par Spinelli: d'après lui, la création du *MFE* doit donner le départ d'une alliance avec les fédéralistes « d'au-delà des Alpes ».

3) Le milieu fédéraliste en Suisse.

Les idées du fédéralisme italien ont beau être ambitieuses, elles ne sont pour l'instant que l'apanage d'une minorité qui vit en vase clos. Dès le départ, les rédacteurs du *Manifeste de Ventotene* ont compris qu'elles devaient, pour survivre, être diffusées. Ce combat pour la reconnaissance débute dans le chaos d'une Libération incomplète, celle qui est opérée sur le territoire italien après la première chute de Mussolini (25 juillet 1943). Avec l'élargissement des principaux protagonistes fédéralistes, la diffusion de leurs idées hors des frontières devient possible. Le premier pays visé est la Suisse, ce qui s'explique par des raisons pratiques, en même temps qu'idéologiques.

La Suisse est considérée comme un sanctuaire par les premiers fédéralistes. Cette terre est en effet hospitalière à ceux qui, dans l'exil que leur a imposé la guerre, réfléchissent à un nouvel ordre européen, et qui vont jusqu'à voir dans ce pays la préfiguration de ce que pourrait être une Europe fédérale³⁵. Spinelli, en particulier, veut profiter de son exil pour rassembler autour de lui ceux qui étaient déjà fédéralistes, ou « convertibles » au fédéralisme, et de réaliser ainsi l'espoir de propagande évoqué à la réunion de Milan³⁶. L'attraction de la Suisse est particulièrement ressentie par les Italiens, qui vont s'y réfugier en masse vers la fin du conflit. Bien sûr, ce rôle d'asile a déjà joué pour de nombreux antifascistes bien avant la guerre, comme, par exemple, pour Ignazio Silone, fixé à Zurich depuis 1930³⁷, où il mène une intense activité politique. Mais c'est surtout avec ce que les Italiens appellent le « Grand Exode » que sont réunies les conditions d'une véritable ébullition politique dans le milieu des réfugiés en Suisse. Ce « Grand Exode » s'accélère après la libération de Mussolini, alors détenu dans les Abruzzes, par un détachement de SS (12 septembre 1943). Comme dans tous les moments de panique, se mélangent les fuyards, quelles que soient leurs origines sociales; le 5 septembre, les douaniers suisses enregistrent l'entrée de la belle-fille et de la fille du maréchal Badoglio, les 8 et 9 septembre, c'est au tour de la princesse de Piémont, Maria José de Savoie, accompagnée de ses quatre enfants; au milieu du mois de septembre, on trouve de nombreux fédéralistes, parmi lesquels Ernesto Rossi (le 14 septembre à partir du poste-frontière d'Arognio) et Altiero Spinelli (le 15 septembre à partir de Gandria). L'afflux est alors si important que le Conseil fédéral suisse décide de fermer les frontières le 16 mais, le 17, on enregistre encore 10.000 entrées et d'autres encore après, parmi lesquelles celle de Luigi Einaudi le 22 septembre³⁸. Pour des raisons de commodité, ces réfugiés sont regroupés dans le canton du Tessin, autour de Lugano, ce qui est une manière de les maintenir en dehors de la communauté suisse, puisqu'ils échouent tout près de la frontière.

C'est dans cet flot, si proche et si loin de la guerre en même temps, que vont s'opérer les premières actions des fédéralistes italiens, notamment en ce qui concerne le recrutement. Ce sont des Italiens de l'exil qui sont les premiers à être engagés dans le tout nouveau mouvement: c'est en Suisse que Spinelli va rechercher et obtenir l'adhésion de Luigi Einaudi, d'Ignazio Silone, du socialiste Leo Valiani et d'autres figures de la Résistance italienne réfugiées de l'autre côté des Alpes, ainsi que d'anciens fascistes ayant tourné le dos au régime, alors en pleine radicalisation. Beaucoup des premiers adhérents au fédéralisme sont d'ailleurs concernés par ce rejet, faisant partie d'une génération qui n'a connu que les désillusions du Fascisme³⁹. Il se crée donc en Suisse, sous la direction de Spinelli et Rossi, une petite communauté italienne active, qui fait découvrir et prospérer dans ce terreau des réfugiés les thèses fédéralistes. Ces dernières figurent dans les *Quaderni del Movimento Federalista Europeo*, qui publient dans un

³⁵ C'est le cas des réfugiés français VAN VASSENHOVE Léon, *L'Europe helvétique: étude sur les possibilités d'adapter à l'Europe les institutions de la Confédération helvétique*, Neuchâtel, La Baconnière, 1943, et SILVA Raymond, *Essai sur la Suisse d'aujourd'hui*, Lausanne, 1941, auquel on peut ajouter *Au service de la Paix, l'Idée Fédéraliste*, Neuchâtel, La Baconnière, 1946, ouvrage dans lequel il écrit que « quoique sur un plan infiniment plus modeste [que les Etats-Unis, la Suisse] représente au centre d'une Europe morcelée l'idée fédéraliste qui a forcé le succès », p.188. A noter que Luigi Einaudi a lui aussi profité de son exil en Suisse pour vanter les mérites du modèle helvétique, dans un texte écrit en 1943, « Di taluni insegnamenti della Svizzera nel momento presente », publié dans *La guerra e l'unità europea*, Bologna, Il Mulino, 1986, pp.493 ss. On peut relever que les trois personnages cités dans cette note militeront tous, à des degrés divers, pour la Fédération européenne au sein de l'*Union Européenne des Fédéralistes*.

³⁶ SPINELLI Altiero, *Come ho tentato*, p.46 et 54.

³⁷ Entré au PSI en 1921, il a participé à la fondation du PCI, qu'il a représenté à la conférence internationale de Moscou, où il s'est exilé. Il quitte ce parti en 1930 pour venir s'installer en Suisse, où le rencontrent les fédéralistes. Sa première grande oeuvre est *Fontamara* (1930).

³⁸ On possède quelques données précises sur ces entrées « sauvages » grâce aux notes de l'officier suisse Antonio Bolzani, chargé de l'accueil des réfugiés, qui tient un carnet dans lequel figurent 185 noms et qu'il publie dans *Oltre le rete*, Milano, 1946.

³⁹ Pour le fédéraliste néerlandais Henri Brugmans, qui a rencontré ses homologues italiens dès la Libération, Luciano Bolis représente bien en ce sens un symbole: « Tout jeune, il avait été fasciste avec un enthousiasme sincère. Avec ferveur, il crut d'abord à la logomachie chauvine qui exaltait le sacrifice comme idéal [...] Puis, comme d'autres, il avait été pris par ses premiers doutes et, chemin faisant, finit dans les rangs d'une clandestinité en armes [...] Pouvaient-on revenir à la situation des années 1920, qui avait vécu la décomposition des partis et des syndicats ? Non, il fallait un programme novateur », *A travers le siècle*, Bruxelles, Presses Interuniversitaires Européennes, 1993, p.245.

premier temps sur des feuilles polycopiées, puis sous forme d'opuscules d'environ 50 pages, les contributions de Rossi et Spinelli sous leurs pseudonymes respectifs (Storeno et Pantalone), ainsi que celles de tous ces auteurs britanniques que les deux italiens ont appris à connaître dans leur exil à Ventotene. En plus de cet exploit éditorial, il faut rappeler qu'en Suisse est publié le n°5 de *L'Unità Europea*, ainsi que certains opuscules destinés à une large diffusion au sein des exilés italiens. La chance des Italiens, pendant cette période suisse, est également d'avoir rencontré certains intermédiaires d'autres nationalités, qui ont permis aux idées fédéralistes d'emprunter des circuits variés. Cette activité fébrile n'est cependant pas appréciée par tout le monde. Le socialiste italien Piero della Giusta, de passage à Genève, rend ainsi compte du travail de Rossi dans son journal, à la date du 20 décembre 1943 :

« Son rendement moyen est de deux opuscules de 40-60 pages par mois [...] Les 12 Tables de la Fédération ont la couleur de l'exil et de l'isolement, et même le goût. Elles ont été conçues dans une atmosphère vraiment fébrile, irréaliste et liée au confinement, où les rêves d'un avenir meilleur se fondent avec les espérances d'une justice plus proche, où l'action est toujours plus lointaine, où l'inaction allume les cerveaux dans des constructions et des reconstructions idéales, où les proportions et les mesures semblent se perdre dans les idéalisations juridiques les plus pures »⁴⁰.

Cependant, les fédéralistes arrivent à créer à Genève, ce même mois, un *Centre d'action pour la Fédération Européenne* (pris en charge par Rossi à partir de mars 1944), la ville leur accordant l'accès à la bibliothèque imposante du Palais Wilson. C'est la première fois qu'une occasion est donnée aux fédéralistes de se faire connaître et, au-delà des premières désillusions et de la faiblesse des moyens dont sont conscients les propagateurs de cette idée, la période du « Grand Exode » leur donne une chance d'être entendus. Ainsi, l'historienne italienne Cinzia Rognoni-Vercelli signale quelques meetings importants tenus par les fédéralistes peu avant la fin de la guerre : le 3 février 1945 à Lugano (600 personnes), le 6 février à Lausanne, puis le soir à Vevey, devant une centaine d'étudiants en ingénierie, et le 7 février au camp de Travail de Cassoney (une centaine de personnes)⁴¹. On ne peut cependant oublier que cet effort touche essentiellement les Italiens, dont la réflexion sur la question est déjà bien avancée et dont les ressortissants sont les plus nombreux dans la Confédération, les Suisses restant étrangers à ces efforts. L'effet « médiatique » ne doit donc pas être surestimé, même s'il permet un premier contact. Comme le conclut l'historien Lubor Jilek, on peut dire que « c'est donc en tant qu'abri, par le biais des débats, des revues, et des bibliothèques que la Suisse permit à l'eupéanisme italien d'étoffer, en 1944-1945, le raisonnement hamiltonien conçu à Ventotene dans le fragile espoir de pouvoir le faire connaître à l'échelle continentale »⁴².

Nous allons maintenant étudier les actions lancées par les fédéralistes depuis la Suisse, les premières qui méritent véritablement le terme d'« européennes » étant donné qu'elles permettent d'établir des contacts qui vont déboucher sur une première organisation internationale au moment de la Libération.

4) Par-delà les frontières.

En effet, lorsque Rossi et Spinelli entrent clandestinement en Suisse, ils se retrouvent dans un milieu où le flux italien les condamne à l'anonymat et à la méfiance d'autorités qui interdisent toute réunion politique. Il faut donc sortir de ce « ghetto », matérialisé par le parage des réfugiés dans certains camps dont il est difficile de s'échapper. Malgré quelques tentatives pour se faire connaître au nom de l'antifascisme⁴³, les premiers mois sont assez décevants bien que se manifestent quelques sympathisants. Parmi ceux-ci, les premiers contacts non-italiens de Rossi et de Spinelli vont être décisifs par la suite : François Bondy, socialiste né en Autriche-Hongrie et qui a acquis la nationalité suisse, les Français Lalo et Jean-Marie Soutou, représentants officiels à Genève du Comité Français de Libération Nationale (devenu le 3 juin 1944 le Gouvernement provisoire de la République française) vont avoir un rôle décisif. C'est par leur intermédiaire que Rossi et Spinelli rencontrent le Secrétaire Général du Conseil oecuménique des Eglises, le néerlandais Willem Vissert-Hooft, et c'est dans la maison de ce dernier que se tiennent diverses réunions entre représentants de certains courants de Résistance intéressés par le thème du fédéralisme européen. Hooft avait déjà fait montre de son engagement pour dénoncer la barbarie nazie, que la hiérarchie des Eglises catholique et protestante, mis à part

⁴⁰ DELLA GIUSTA Piero, *Diario*, Milano, pp. 14-15. Cet « idéalisme » a été brocardé par Christophe Réveillard en des termes assez semblables : « L'une des faiblesses de l'argumentation fédérale est la facilité à construire des systèmes, des plans logiques et ordonnés mais pas tous en phase avec les réalités psychologiques, sociales, politiques et géographiques du moment », REVEILLARD Christophe, *op. cit.*, p.47.

⁴¹ ROGNONI-VERCELLI Cinzia, *art. cit.*, pp. 136-137.

⁴² JILEK Lubor, « L'idée d'Europe devant la guerre : les exilés et le fédéralisme européen en Suisse, 1938- 1945 », in BOSCO Andrea (éd.), *The Federal Idea*, vol. 2, *The History of Federalism since 1945*, London, New York, Lothian Foundation Press, 1992, p.40. Renata Broggin va encore plus loin, en écrivant que « la présence et l'action menées en Suisse par Rossi et Spinelli, sans compter, évidemment, Einaudi furent décisives pour le développement d'un fédéralisme organisé. Grâce à eux, les thèses fédéralistes s'insèrent dans le débat politico-culturel de l'émigration italienne et européenne, constituant les bases d'un véritable travail international », *op. cit.*, p.325.

⁴³ ROSSI Emesto et SPINELLI Altiero, *Lettre ouverte du Mouvement italien pour la Fédération européenne à tous les antifascistes*, novembre 1943, original en français.

certaines gestes isolés, s'était bien gardée de condamner, et il avait officiellement demandé que ces Eglises se prononcent en faveur d'une réorganisation de l'ordre international, dans un sens plus respectueux des valeurs chrétiennes fondamentales⁴⁴.

On note quatre rencontres à l'origine de la *Déclaration des Résistances européennes* (31 mars, 29 avril, 20 mai et 7 juillet 1944), qui en est le résultat direct. L'assistance est un véritable méli-mélo des forces d'opposition au nazisme: outre Rossi et Spinelli représentant le *MFE*, on compte également Egidio Reale (*Partito Repubblicano*), les Français Laloi et Soutou, les Allemandes Hanna Bertholet et Hilda Monte (de son vrai nom Hilde Meisel), toutes deux membres de l'*Internazionale Sozialistischer Kampfund (ISK)*⁴⁵, ainsi que le Yougoslave Lazar Latinovic ; Hooft représente symboliquement les Pays-Bas. En plus de ces personnes identifiables, il faut compter un Polonais, un Tchécoslovaque, un Norvégien et un Danois, quatre acteurs dont l'Histoire n'a pas retenu les identités. Nous ne reviendrons pas sur les différentes péripéties des discussions, retenant seulement le fait qu'elles offrent une plate-forme européenne, même modeste (n'oublions pas la marginalisation des idées fédéralistes au sein des mouvements nationaux de Résistance), aux thèses venues d'Italie. Le 29 avril, Rossi et Spinelli obtiennent l'adhésion de principe du *Partito Cristiano Sociale*, du *Partit d'Azione* et du *Partito Repubblicano* à leur travail, ainsi que celle du *Liberal Party* le 20 mai⁴⁶.

Lors de la rencontre du 20 mai 1944, il est décidé d'envoyer un avant-projet de déclaration, alors en cours de rédaction, à toutes les résistances représentées au cours des réunions, tout en créant un « Comité provisoire pour la Fédération européenne » (avec Rossi et Soutou comme directeurs), chargé de maintenir des liaisons plus serrées avec les différentes résistances et de recevoir les adhésions. Avec l'avant-projet est envoyée une lettre, signée Spinelli, où est signalée l'existence de ce Comité provisoire et l'urgence de répondre aux propositions contenues dans l'avant-projet de Déclaration. Ces réponses sont cependant peu nombreuses, peut-être à cause d'un contexte qui oblige à l'action plus qu'à la réflexion: deux semaines après l'envoi, les Alliés débarquent en Normandie et la phase finale de la Résistance se dessine. Parmi les rares réponses, on peut dénombrer celles qui viennent du *Mouvement de Libération Nationale* et du *Comité Français pour la Fédération Européenne*, du *Partito d'Azione*, du *Socialist Vanguard Group* (lui aussi affilié à l'*ISK*), ou de personnalités telles que Lord Layton, ainsi que des réseaux français *Libérer et Fédérer* et de la *Revue libre*⁴⁷; en revanche, les Résistances norvégiennes et danoises restent silencieuses. Certaines réponses montrent de la méfiance vis-à-vis du projet et se contentent de promettre l'envoi hypothétique de simples observateurs (qui ne viendront jamais), tel ce message du *Partito Socialista Italiano di Unità Proletaria (PSIUP)* du 3 juin 1944, qui rappelle que le projet d'Europe fédérale est pour l'instant une utopie. De toute manière, les grands partis traditionnels se démarquent de cette entreprise et l'on ne retrouve, autour de l'idée fédéraliste défendue à Genève, que des groupes minoritaires: ainsi le *Socialist Vanguard Group*, dont le chef est Allan Flanders, n'est qu'une aile très marginale du *Labour Party*, sur lequel il n'a strictement aucune influence, même s'il peut compter sur une tribune de presse de bonne qualité (*Socialist Commentary*).

Malgré ces contacts limités, une discussion s'est engagée et elle va faire en sorte que les idées fédéralistes italiennes ne meurent prématurément. Doit-on rappeler que ce texte, dont la Déclaration finale est adoptée le 7 juillet, reste fortement symbolique, la Suisse étant un pays neutre, les Allemands et les Italiens étant discrédités par leurs nationalités, alors que les Français représentent un Etat qui n'est pas encore en place ? Il faut bien reconnaître que la Déclaration reste un document très confidentiel, même si l'on peut enregistrer quelques échos à l'étranger, notamment en Grande-Bretagne, où elle est reproduite dans son intégralité dans la revue du groupe *Federal Union* (créé en 1938) en octobre 1944⁴⁸.

On peut cependant signaler quelques initiatives réclamant la Fédération comme solution politique d'avenir, encouragées par la diffusion de ce texte. C'est le cas de la Déclaration du *Comité français pour la Fédération européenne (CFFE)* de juin 1944⁴⁹. Le *CFFE*, créé à Lyon le même mois, émane du *Mouvement de Libération Nationale*, dirigé par Jacques Baumel (pseudonyme Rossini), Henri Frenay et André Ferrat. Le *MLN* a été créé le 8 février 1944 avec les réseaux *Combat*, *Défense de la France*, *Résistance*, *Lorraine*, alors que le *Front National* communiste et l'*Organisation Civile et Militaire* s'en sont exclus. En réponse à la Déclaration des Résistances Européennes, parvenue en France fin mai-début juin 1944, le *MLN* se transforme en *CFFE*, sous la direction d'Albert Camus (*Combat*), André Ferrat (*Franc-Tireur*) et Gilbert Zaksas (*Libérer et Fédérer*). Pour bien comprendre le contexte de cette prise de position fédéraliste du *CFFE*, il faut avoir à l'esprit les particularités de la résistance française basée non loin de la Suisse, à Lyon: dans cette ville existe un « milieu résistant » varié du fait qu'elle est devenu très tôt le principal refuge de ceux qui ont fui la France occupée. C'est à Lyon qu'Emmanuel Mounier fait reparaître *Esprit*, avec la plupart des membres de

⁴⁴ W.A. Vissert'Hooft avait notamment rédigé avec H. Schönfeld, en novembre 1939, un texte rappelant « la responsabilité de l'Eglise envers l'ordre international », texte relayé par un nouvel appel en avril 1940, « L'Eglise oecuménique et la situation internationale », demandant aux églises de briser le silence sur la nature anti-chrétienne des forces en action sur toute l'Europe.

⁴⁵ L'*ISK* a été créé à Göttingen par Leonard Nelson, et a essaimé dans quelques pays européens, parmi lesquels la Grande-Bretagne (*Socialist Vanguard Group*) et la France (*Internationale Militante Socialiste*). Ces mouvements se réclament d'une gauche non-marxiste, tout en prônant un réformisme social très avancé.

⁴⁶ Voir *L'Unità Europea* n°4 (Milan) et n°5 (Suisse).

⁴⁷ « Il progetto di dichiarazione federalista dei movimenti di resistenza europei », *L'Unità Europea*, n°5, juillet-août 1944, p. 1-2.

⁴⁸ « European Resistance Calls for Federation », *Federal News*, n°116, October 1944, pp. 1,2,11.

⁴⁹ On peut trouver cette Déclaration dans son intégralité dans *L'Europe Fédéraliste*, n°1, septembre 1944 (Genève), p.3, reprise dans *Cahiers de la Fédération européenne (CFFE)*, vol.1, Paris, février 1945, pp.25-27.

l'ancienne rédaction (mais également avec de nouveaux venus de la ville elle-même, tels que Jean-Marie Domenach), dont l'un des buts est « d'approfondir l'idée fédérative », délaissée jusque-là par cette revue⁵⁰ ; c'est à Uriage, non loin de Lyon, que, sous la direction du capitaine de Segonzac, fut créée cette école des cadres qui penche peu à peu vers la Résistance et que fréquenta de temps à autre Remi Frenay, venu s'installer à Lyon avant de fonder le réseau et le journal *Combat*, où il appelle régulièrement à une « résistance européenne [...] ciment des unions de demain »⁵¹ ; c'est à Lyon, en mars 1944, que *Libérer et Fédérer* s'associe au mouvement socialiste *L'Insurgé*, créé en juillet 1942 par Marceau Pivert, en éditant un manifeste commun où l'on parle d'une « intégration dans les Etats-Unis d'Europe »⁵². A Lyon, gravitent des européistes en rupture de milieu parisien, tels qu'André Philip ou François de Menthon, et nombre d'organisations qui jouent un rôle de relais précieux dans l'information de la Résistance et qui lui permettent d'être plus forte malgré la répression. Ainsi que l'écrit Michel Winock, « [...] Ces groupes sont utiles à l'information: on s'échange des 'tuyaux', on accueille des visiteurs qui reviennent de voyage »⁵³. L'idée européenne y gagne ainsi tout naturellement des adeptes.

Les appels à la solidarité européenne des forces de la Résistance par les fédéralistes italiens semblent donc porter leurs fruits en cette période de la fin de la guerre. Pour Spinelli, le CFFE, auquel il envoie une « lettre ouverte » dès le mois d'août 1944⁵⁴ paraît être « le parfait équivalent de notre mouvement italien »⁵⁵. L'espoir est tellement fort que le même Spinelli voit dans cette création française l'amorce d'un « mouvement populaire fédéraliste européen », comme il l'écrira dans un rapport au *MFE* d'octobre 1944⁵⁶. En outre, Spinelli fait part de considérations beaucoup plus tactiques, en rapport avec une situation politique en pleine évolution : les Italiens, discrédités en masse par le régime fasciste, auront peu de chance d'être écoutés dans l'après-guerre, de même que les Allemands. Le champion, dans ces conditions, ne peut être que la France, qui « aura sans doute plus d'autorité vis-à-vis des grandes puissances mondiales que celle de tout autre pays ». On retrouve cette préoccupation chez Rossi qui, dans un mémorandum écrit en décembre 1944, explique qu'« actuellement le *MFE* dédie sa principale attention à la France, où il cherche à susciter un vaste courant d'opinion publique favorable à son programme, car il estime que c'est la France surtout qui devrait demain prendre l'initiative de l'union fédérale européenne »⁵⁷.

On sent dès 1944 l'enthousiasme des fédéralistes italiens et l'assurance que les espoirs formulés pendant la guerre sont sur le point de se réaliser. Cet optimisme n'empêche pas de se poser des questions sur la composition de cette Europe unie et, déjà, certains perçoivent que l'unification va poser des problèmes d'ordre idéologique. Maintenant que la fin du conflit approche, les fédéralistes ont donc de plus en plus tendance à tenir compte du contexte international, un élément inconnu qui peut avoir un effet perturbateur dans la poursuite de leur idéal. Mais avant cette prise en compte, il s'agit pour eux de sonder les forces politiques traditionnelles, dont le *Manifeste* disait qu'elles pouvaient tout aussi bien être des « alliées » que des « obstacles ».

5) Constats des derniers jours de la guerre.

C'est au moment où se termine la Seconde Guerre mondiale que les fédéralistes du *MFE* tentent de faire connaître leur action au plus grand nombre, particulièrement aux décideurs politiques. Une lettre d'Ernesto Rossi aux militants romains, datée du 7 octobre 1944, raconte le périple commencé la veille par François Bondy et Jean-Marie Soutou, envoyés en France avec des documents fédéralistes. Les contacts à l'étranger ne s'arrêtent pas là ; dans la même lettre, Rossi donne à ses correspondants du *MFE* des nouvelles d'Angleterre, où se trouve un autre envoyé fédéraliste (« Robert »⁵⁸) qui lui a signalé l'intérêt pour les idées fédéralistes de certains journaux comme le *Times* et le *Tribune*, lui demande des informations sur le *MFE* pour le *Socialist Vanguard Group*, et parle de l'espoir de ce mouvement que soit élu président du *Labour Party* Harold Laski⁵⁹, l'un des plus grands théoriciens du fédéralisme en Grande-Bretagne.

La Libération qui s'annonce correspond à cette page blanche attendue par l'ensemble des résistants depuis les premières heures de leur combat. L'attitude des fédéralistes montre cependant que, à côté de l'enthousiasme qui prévaut face au succès annoncé, il y a une grande défiance vis-à-vis des projets de libération de l'Europe par les Alliés. Ernesto Rossi, par exemple, se méfie de ce qu'il appelle la « Sainte Alliance des trois grandes puissances victorieuses »⁶⁰, mais par-dessus tout de l'attitude des

⁵⁰ Cette idée avait été exprimée par Emmanuel Mounier dans les derniers numéros précédant l'invasion, notamment dans « Gardons-nous de notre ennemi l'Ennemi », *Esprit*, janvier 1940, et « A nos lecteurs », *Esprit*, février 1940.

⁵¹ « Résistance... Espoir de l'Europe », *Combat* (Alger), 12 décembre 1943.

⁵² *Libérer et Fédérer*, avril-mai 1944, n°15-16.

⁵³ WINOCK Michel, « *Esprit* ». *Des intellectuels dans la cité, 1930-1950*, Paris, Seuil, 1996, p.226.

⁵⁴ « Déclaration du Comité Français pour la Fédération Européenne » et « Lettre ouverte du Movimento Italiano per la Federazione Europea au Comité Français pour la Fédération Européenne », *L'Europe Fédéraliste*, n°1, septembre-octobre 1944, p.3 et 6- 7.

⁵⁵ Lettre d'Altiero Spinelli à Ernesto Rossi, 17 août 1944, cité dans PAOLINI Edmondo, *Dalla lotta antifascista alla battaglia per la Federazione europea. 1920-1948: documenti e testimonianze*, Bologna, Il Mulino, 1996, p.395.

⁵⁶ *Rapport de Spinelli*, octobre 1944, WL-27, ASCE.

⁵⁷ ROSSI Ernesto, *Mémorandum du 8 décembre 1944*, Genève, WL-27, ASCE.

⁵⁸ Il s'agit du suisse Pierre Robert, militant de la Fédération syndicale internationale des Transports.

⁵⁹ Auteur en particulier de *Studies in the Problem of Sovereignty*, Oxford, 1917, *The Foundation of Sovereignty and other Essays*, London, 1921, et *Nationalism and the Future of Civilization*, London, 1932.

⁶⁰ Lettre d'Ernesto Rossi à Luciano Bolis, 24 septembre 1944, p.2, WL-27, ASCE.

communistes, qu'il voit comme les plus sérieux ennemis de la paix. Cet anticommunisme va devenir une sorte de lien commun propre aux fédéralistes, certains pour les raisons personnelles que nous avons déjà exposées (Spinelli), la plupart parce que le communisme est à leurs yeux l'ennemi naturel du fédéralisme, depuis que Lénine a explicitement condamné ce dernier en 1915⁶¹. Et de fait, Rossi dénonce dans sa correspondance un complot soviétique ourdi à l'échelle européenne, et dont il voit le centre en France: « En France les communistes ont repris les mots d'ordre de *L'Action française* et se montrent d'accord avec l'extrême droite dans la propagande du plus étroit nationalisme, contre les 'boches', pour la destruction de l'Allemagne, etc... »⁶². Pour Rossi, cette tactique, qui consiste à soulever la haine contre le bouc émissaire allemand, devrait permettre à l'URSS de se présenter comme le seul Sauveur crédible dans le chaos de la Libération.

Le danger étant identifié, il faut agir vite, surtout dans la mesure où les communistes, eux aussi, parient sur une situation révolutionnaire pour faire triompher leurs idéaux. Cependant, c'est au moment où il faut trouver une véritable stratégie politique que les fédéralistes, comme la plupart des résistants, vont se rendre compte que les partis traditionnels, par eux condamnés, restent de sérieux obstacles. Les fédéralistes italiens, qui à Ventotene, à Milan ou en Suisse, pariaient sur la rapidité et la spontanéité pour consolider leur mouvement à l'heure de la Libération, prennent conscience des difficultés à implanter le *MFE*. Pour Ernesto Rossi, qui est encore en Suisse, ces difficultés proviennent des militants eux-mêmes, qui jouent le jeu des partis traditionnels. Dans une lettre du 2 décembre 1944 aux militants romains (et qui avaient été présents lors de la création du *MFE* en juillet 1943), il dénonce leur « inactivité » et, plus grave, il déplore « qu'il n'y ait plus personne parmi vous qui croit vraiment à l'absolue prééminence des problèmes internationaux sur les problèmes de politique intérieure »⁶³. Dans une lettre envoyée le même jour au seul Vindice Cavallera, il va jusqu'à dire que « [...] à Rome vous avez laissé mourir le *MFE*, juste quand était venu le bon moment pour commencer un travail sérieusement »⁶⁴. En fait, Rossi a peur que la toute nouvelle organisation fédéraliste ne devienne l'exclusivité d'un parti politique, quel qu'il soit. Il avait d'ailleurs déjà exprimé cette hantise dans une lettre antérieure, toujours aux militants romains, en affirmant :

« Nous trahisons nos morts et nous nous trahisons nous-mêmes si nous nous mettons à faire de la petite politique, cherchant à nous attirer les bonnes grâces du Vatican, du gouvernement anglais et américain pour avoir des postes au ministère ...] Nous devons sauver notre drapeau, pour constituer un véritable point de rencontre des forces progressistes »⁶⁵.

Il faut reconnaître qu'après la mort d'Eugenio Colorni, qui avait été chargé par le *MFE* de représenter le mouvement à Rome, la tâche est difficile pour les fédéralistes dans la capitale: jouant de ses sympathies socialistes, parti que les fédéralistes considèrent comme le premier des « forces progressistes », Colorni avait pu recruter certains jeunes adhérents, tels que Leo Solari, Achille Corona ou Mario Zagari ; après sa mort, ceux-ci vont prendre du recul par rapport au mouvement et, après la Libération, se consacrer de manière exclusive à leur formation politique. Du côté de la démocratie chrétienne, l'homme politique en qui les fédéralistes italiens avaient le plus confiance pour mener une action conforme à leurs principes était Carlo Sforza, dans la ligne des idées qu'il avait exprimées en exil dans l'entre-deux-guerres⁶⁶. Cette confiance avait été affichée dans une lettre que Rossi et Spinelli lui avaient envoyée de Ventotene à la suite du congrès de Montevideo (août 1942), où s'étaient rassemblés des milliers d'Italiens réfugiés en Amérique. Lors de ce congrès présidé par Sforza avait été adoptée une déclaration dont le septième point surtout avait attiré l'attention des fédéralistes, puisqu'il proclamait la primauté du droit international⁶⁷. L'idylle avec les idées fédéralistes ne durera cependant pas, à partir du moment où Sforza réintègre des fonctions officielles et adopte un discours moins idéaliste, comme dans cette interview accordée par lui au *New York Times*, le 3 mars 1944 : Sforza y déclare que l'Italie ne doit rendre les îles du Dodécanèse à la Grèce que si les populations de ces îles le demandent par référendum, que les Alliés doivent restituer les colonies libyenne, érythréenne et somalienne à l'Italie, et qu'un échange doit se faire avec la Yougoslavie, consistant à conserver l'Istrie contre la ville de Fiume. Ces propos sont dénoncés par Rossi comme ceux qu'aurait pu tenir « n'importe quel homme politique de l'ancien temps qui verrait les problèmes internationaux du strict point de vue des intérêts de son propre pays »⁶⁸. Il critique les croyances selon lesquelles le principe national et le droit à l'autodétermination des peuples suffiraient à faire

⁶¹ Lénine, « Sur le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe », *Sozialdemokrat*, 23 août 1915.

⁶² *Lettre d'Ernesto Rossi à Mario Alberto Rollier*, Genève, 24 septembre 1944, WL-27, ASCE. Dans une lettre aux militants de Rome du 7 octobre 1944, il s'attaque au mythe du « Parti des fusillés » orchestré par *L'Humanité*, WL-27, ASCE: pour les fédéralistes, le combat contre la monopolisation de la Résistance par les communistes a déjà commencé.

⁶³ *Lettre d'Ernesto Rossi à Vindice Cavallera, Manlio Rossidoria, Luisa Usellini et autres amis fédéralistes de Rome*, Genève, 2 décembre 1944, WL-27, ASCE. Dans cette même lettre, Rossi exprime la peur que l'européisme ne retombe dans la stérilité de l'avant-guerre, lorsque ses plus ardents défenseurs n'étaient que des « amants de la paix » tels que Dante, Hugo, Cattaneo ou Garibaldi. Le fait que les premiers militants se retirent peu à peu de l'action n'est pas le propre des seuls Italiens, comme le montre cette lettre de Rossi du 4 décembre 1944 (le surlendemain), où il écrit: « le mois dernier nous n'avons plus eu de contacts avec des fédéralistes, sauf avec Pierre [Soutou] qui maintenant a une charge officielle à la légation française et qui donc doit prendre beaucoup plus de précautions que quand il était un simple [privé] comme nous », WL-27, ASCE.

⁶⁴ *Lettre d'Ernesto Rossi à Vindice Cavallera*, Genève, 2 décembre 1944, WL-27, ASCE.

⁶⁵ *Lettre d'Ernesto Rossi à Mario Alberto Rollier*, Genève, 24 septembre 1944, WL-27, ASCE.

⁶⁶ En particulier dans « Les Etats-Unis d'Europe », *Revue de l'Université de Bruxelles*, décembre 1929-janvier 1930, n°2, pp. 103-118.

⁶⁷ Cette déclaration est reproduite dans l'article de ROSSI Emesto, « La politica estera italiana », *L'Unità Europea*, n°5, juillet-août 1944, pp.4-5.

⁶⁸ ROSSI Emesto, « La politica estera italiana », *art. cit.*, p. 5.

cesser le cycle guerrier en Europe: les avertissements d'Einaudi, donnés en 1918, sont bel et bien repris par les fédéralistes pour critiquer l'attitude des hommes politiques italiens.

En ce qui concerne la France, Spinelli s'y rend en septembre 1944, car les fédéralistes parient encore sur la bonne volonté de ses dirigeants pour faire aboutir leurs efforts: ainsi, le point 7 des directives de travail arrêtées par le *MFE* au Congrès de Milan d'août 1943 parlait de la « convocation dans un pays neutre d'une conférence internationale fédéraliste », en apparence la Suisse; en 1945, parce que la France semble pouvoir devenir le champion de la cause européenne, le lieu d'élection est Paris, où va effectivement se tenir la première conférence fédéraliste, au mois de mars. Les rapports sur la situation française, que Spinelli envoie régulièrement à Rossi, toujours en Suisse, sont intéressants pour saisir l'image d'un pays encore plongé dans le chaos de la Libération et surtout pour comprendre les espérances et les défiances des fédéralistes vis-à-vis de l'Hexagone. Ces rapports se focalisent sur la personne du général de Gaulle: on peut même percevoir dans les premières analyses faites de ce personnage les futures réticences envers l'homme politique français. C'est bien lui qui restaure les cadres de l'Etat souverain, par l'intermédiaire de la restructuration administrative et des nationalisations, et qui vide la Résistance de tout son sens en marginalisant les Comités de Libération⁶⁹; de plus, il est vu par Spinelli comme l'un de ces « vieux hommes politiques » condamnés par les fédéralistes pendant la guerre, accusés de vouloir restaurer cet ancien régime politique combattu par les idéaux de la Résistance: « De Gaulle *visé haut et grand*⁷⁰ en voulant que la France soit la quatrième puissance mondiale. Le chauvinisme français se montre très satisfait de toutes ses affirmations de grandeur que de Gaulle fait de manière répétée »⁷¹. Le combat fédéraliste semble devoir d'ores et déjà choisir son camp, en opposition à un homme qui restaure ce que l'on veut anéantir. Les affirmations de Spinelli à ce sujet se veulent par ailleurs rassurantes, bien que l'on y décèle une certaine gêne: « [...] les meilleures têtes politiques de la gauche française -socialistes, syndicalistes, MLN- sont fédéralistes et participeront à la conférence; cependant, j'ai dû préparer pratiquement tout le matériel nécessaire pour un tel événement »⁷².

Ainsi, la première conférence fédéraliste qui doit se tenir à Paris entre les principaux courants fédéralistes de la Résistance, à la fin du mois de mars 1945, semble pouvoir être l'amorce du renouveau politique tant attendu, en même temps qu'un moyen de confronter des idées forgées dans la clandestinité des différentes Résistances.

6) Les « rendez-vous manqués » de l'après-guerre.

Si ce rendez-vous international semble marquer une première victoire des fédéralistes italiens, dans la ligne de ce qu'ils réclamaient depuis l'exil de Ventotene, on peut se demander s'ils ont réussi à faire passer leurs idéaux dans leur propre pays et à vaincre les réticences de la classe politique au moment de la Libération. On a vu les liens importants de nombreux fédéralistes italiens avec le *Partito d'Azione*. Pour certains d'entre eux, ce parti hors normes, issu de la « lave incandescente de 1945 »⁷³ et donc non entaché par les calculs et les combinaisons des partis politiques traditionnels, pouvait devenir une arme importante, ou, au moins, ce relais politique tant attendu pendant la Résistance. Dans ses souvenirs, Spinelli explique l'engagement de nombreux fédéralistes, dont lui, dans ce parti, pour des raisons qui semblent conformes aux objectifs du *Manifeste de Ventotene* :

« Il paraissait assez naturel que l'idée d'une nouvelle bataille politique comme la nôtre, riche au point de vue culturel mais sans passé politique, trouve le meilleur écho dans ce parti inédit, grouillant d'intellectuels, dans lequel s'effectuait une recherche fébrile d'horizons nouveaux, et qui ne souffrait pas du frein d'un passé marqué par la seule action politique quotidienne dans un cadre national »⁷⁴.

C'est dire que, lorsque Ferruccio Parri, chef du *Partito d'Azione (PDA)*, parvient à la présidence du Conseil italien en juin 1945, les espoirs sont grands. Il est vrai que le *PDA* se qualifie lui-même de « parti de la démocratie révolutionnaire », et, dans son programme, revendique la formule politique du fédéralisme. Lors d'un congrès tenu à Rome entre les 4 et 8 février 1944, les *azionisti* ajoutent à leur programme sur l'élection de l'Assemblée constituante un point 9 intitulé « politique étrangère et fédéralisme », appelant à « la formation des Etats-Unis d'Europe, le premier pas vers l'abolition des souverainetés nationales qui ont toujours conduit à la guerre »⁷⁵. La volonté que ce point figure dans la nouvelle Constitution est mise en avant dans le « plan de travail » du *PDA* rédigé la même année par le juriste Piero Calamandrei (décembre), où il est demandé que soit incluse dans la Constitution italienne une déclaration portant l'acceptation d'une limitation de souveraineté au cas où une fédération européenne serait mise en place⁷⁶. La présence d'Altiero Spinelli et d'Ernesto Rossi au secrétariat du *PDA* à Rome est une garantie pour les fédéralistes que

⁶⁹ « Le gouvernement provisoire de de Gaulle a réussi de manière à peu près complète à reconstruire la structure administrative de l'Etat. Les Comités de Libération départementaux et communaux, n'ayant pas réussi à devenir des organes d'administration, réduits à être de simples organes consultatifs des préfets et des maires nommés par les préfets, perdent chaque jour plus de sens », *Rapport d'Altiero Spinelli, 15 mars 1945*, p.1, WL-27, ASCE.

⁷⁰ En français dans le texte.

⁷¹ *Rapport de Spinelli, 15 mars 1945*, p.2, WL-27, ASCE.

⁷² *Ibid.*, p.2.

⁷³ Expression de l'historien italien LOMBARDI Riccardo (et membre du *PDA*), *Problemi di potere in Milano liberata*, p. 266, cité par GINSBORG Paul, *Storia d'Italia dal dopoguerra a oggi*, Torino, Einaudi, 1989, p. 117.

⁷⁴ SPINELLI Altiero, *Come ho tentato*, p.34.

⁷⁵ Ce programme figure dans le journal du *PDA*, *L'Italia Libera*, 7 avril 1946.

⁷⁶ « Piano di lavoro del PDA », publié dans *Quaderni dell'Italia Libera*, 30 décembre 1944.

ce gouvernement va dans leur sens: beaucoup des hommes du gouvernement, au premier chef Ferruccio Parri, de même que Piero Calamandrei, sont membres du *MFE*, alors que Rossi a des liens d'amitié avec certains membres de l'ancien mouvement *Giustizia e Libertà*, largement représenté dans les rangs du *PDA*.

C'est pour cette raison que Spinelli et Rossi, pris par leurs nouvelles responsabilités politiques, prennent du recul par rapport au *MFE*, dont le premier président de l'après-guerre est Umberto Campagnolo. Cet éloignement volontaire a une grande importance à l'heure où se rencontrent les différents mouvements fédéralistes européens dans le but de créer une plate-forme commune. En effet, ce sont les représentants du fédéralisme intégral, inspirés par le personnalisme d'origine française⁷⁷, qui sont présents en masse lors des réunions préparatoires dont le but est de réfléchir à la doctrine et à l'organisation d'un mouvement fédéraliste unifié: Spinelli et Rossi n'étaient présents ni à la réunion d'Hertenstein (15-22 septembre 1946) ni à celle de Luxembourg (13-16 octobre 1946), qui président à la constitution de l'Union *Européenne des Fédéralistes*, le 15 décembre 1946, à Paris, dans les locaux de *La Fédération* (mouvement créé le 4 octobre 1944), même si une délégation du *MFE* était présente. Il y a dans ce déséquilibre un élément de fragilisation, surtout si l'on pense que les liens idéologiques avec la Résistance de cette toute nouvelle internationale ne sont pas toujours évidents⁷⁸. De Plus, la différence entre les tendances fédéralistes réside non seulement dans les origines idéologiques, mais également dans les buts à atteindre, ce que Spinelli résume de manière très radicale :

« Le mouvement italien était anti-idéologique, le mouvement français profondément idéologique. Le mouvement italien voulait créer des institutions européennes dans le but de développer un nouveau cadre politique européen qui révolutionnerait profondément l'ensemble de la vie nationale et politique. Le mouvement français regardait les institutions européennes comme un simple élément de coordination, incapable en lui-même de provoquer le changement, et pour cette raison soutenait un programme d'action multiforme concernant toutes les parties de la société »⁷⁹.

Il est vrai que ce point de vue est donné bien après les faits (1953). Il n'en témoigne pas moins du manque crucial d'homogénéité du fédéralisme de l'après-guerre, qui s'est coupé de sa source d'inspiration la plus prolifique.

Hélas pour Spinelli et Rossi, l'espoir qui les a fait s'éloigner de l'activisme fédéraliste est très vite déçu. Le *PDA* ne reprend pas les mots d'ordre du *MFE*, comme souhaité. Ce refus peut s'expliquer par des raisons internationales mais également internes, le *PDA* perdant sa ferveur révolutionnaire une fois la guerre terminée: ainsi, les Comités de libération nationale formés dans toute la péninsule en 1945, instruments de démocratie directe qu'appuyaient les *azionisti* pendant la Résistance, perdent-ils peu à peu le soutien de Parri, pressé par l'aile libérale de son parti. Dans un document de travail rédigé par Ugo La Malfa en juillet 1945, on peut voir les raisons qui poussent les membres du *PDA* à repousser toute revendication fédéraliste⁸⁰. Les raisons internationales priment et montrent une vision bien différente de celle adoptée pendant la guerre: « La Fédération européenne est une bonne idée, mais il faudrait savoir comment éviter de donner à cette fédération un caractère antirusse ou antibritannique. La Russie et l'Angleterre participeront-elles à la fédération européenne ? ». La place de l'Allemagne pose aussi des questions angoissantes: « Sans ces nations [Russie et Angleterre] la fédération finirait par s'acheminer vers une hégémonie allemande [...], en gros ce que voulait obtenir le National- Socialisme ». Les raisons internes ne manquent pas également dans le recul du *PDA* et le titre du document de travail suffit à exprimer les inquiétudes du parti : « Plan de renoncement à la souveraineté: nous pouvons être traités d'ennemis du pays et d'anti-italiens ». Toutes ces raisons justifient le rejet de l'alliance avec les fédéralistes et de toute tactique partisane allant dans leur sens: « Tant que ces interrogations ne seront pas levées, il n'est pas opportun de faire de la Fédération européenne la base de notre programme de politique extérieure »⁸¹.

Dans ce secteur comme dans d'autres, le *PDA* a fait preuve de trop d'hésitations. Celui-ci disparaît à l'issue de ce qui sera son dernier congrès, en février 1946, quand une scission intervient entre les tendances socialistes, représentées par Emilio Lussu, et les tendances libérales, dirigées par La Malfa. Le parti n'y survivra pas, et son expérience politique sera des plus courtes: appelé à la présidence du Conseil le 21 juin 1945, Parri quitte ses fonctions en décembre de la même année, remplacé par Alcide de Gasperi, qui n'entretient aucun lien avec le *MFE*.

Ainsi, la situation politique dans l'Europe de l'immédiat après-guerre ne correspond pas vraiment à ce qu'en espéraient les Italiens, ni du point de vue du fédéralisme militant, ni du point de vue des réformes politiques engagées dans chacun des pays. Bien entendu, suivant leur vœu, une plate-forme internationale a été instaurée, d'abord au sein de l'éphémère *Comité International*

⁷⁷ Fédéralisme qui se réclame de l'héritage proudhonien, dont les principaux inspirateurs sont Alexandre Marc et Denis de Rougemont, et dont le principe est que l'individu doit se mouvoir et se réaliser au contact des diverses cellules (familiale, communale, professionnelle) qu'il est amené à connaître et dans lesquelles il s'engage pleinement.

⁷⁸ Cette critique vise particulièrement certains membres français de l'*UEF*, qui avaient été tentés pendant la guerre par l'expérience de Vichy, en premier lieu les membres du groupe *La Fédération*, dirigé par Jacques Bassot et André Voisin. C'est en pensant à ces derniers que la revue *Esprit*, dans un numéro spécial consacré au fédéralisme européen (novembre 1948), dénonce « cette pâte très mêlée d'odeurs suspectes » qui lui paraît constituer l'*UEF*.

⁷⁹ SPINELLI Altiero, « Storia e Prospettiva del *MFE* », in *L'Europa nel mondo*, s.l., 1953, pp. 156-160, cité dans HICK Alan, « The European Union of Federalists », in LIPGENS Walter, LOTH Wilfried, *Documents*, t.4, p. 11.

⁸⁰ « Piano con la rinuncia alla sovranità : potremo essere tacciati di nemici del paese e di antiitaliani », 15 juillet 1945, AS-5, ASCE.

⁸¹ *Ibid*, p.1.

pour la *Fédération européenne*, résultat de la Conférence de Paris (22-25 mars 1945), puis de l'*Union Européenne des Fédéralistes*, mais cette plate-forme n'est homogène que par défaut. Les fédéralistes semblent bien mal partis, d'autant qu'ils refusent, par principe, l'alliance avec d'autres mouvements européistes, catalogués comme passésistes et trop timorés. Les trois années 1946-1948 ne permettent pas de définir avec certitude quelle tendance s'impose à l'*UEF* : les fédéralistes sont à la recherche d'une doctrine, voire d'un « juste milieu », ce qui explique la position du modéré Henri Brugmans à la tête de *MFE*. On peut simplement constater qu'à l'issue du second Congrès des fédéralistes à Rome (novembre 1948), la tendance spinellienne prend un ascendant incontestable dans les esprits, mais pas encore dans l'organisation. C'est l'échec patent de l'« Europe Troisième Force », illustré par les crises de Prague et de Berlin, qui va orchestrer le retour des Italiens à l'action militante, dans la foulée du Plan Marshall. On ne peut que constater le parallélisme évident qu'il y a entre le refroidissement des relations Est/Ouest et l'affirmation des idéaux fédéralistes, jusqu'à ce que ces deux correspondent avec le projet d'armée européenne d'octobre 1950. Autant dire que l'année 1948 clôt effectivement ce que De Rougemont a appelé la « campagne des Congrès européens » : l'*UEF* inaugure une nouvelle stratégie, qui repose sur les contacts personnels au plus haut niveau (Spaak, Schuman, de Gasperi) et qui utilise le relais de la presse et de l'édition⁸² : inutile de dire que ce nouveau combat correspond de plus en plus aux attentes de Spinelli, très à l'aise dans ces nouveaux chantiers politiques qui s'ouvrent dans la foulée du Plan Schuman⁸³. Nous sommes bien au cœur du combat pour la supranationalité, que les fédéralistes engagent en s'appuyant sur un militantisme qui semble préservé de toute polémique : l'objectif commun est de faire céder les Etats européens occidentaux, notamment avec le projet de Communauté Politique européenne qui, s'il venait à aboutir, permettrait l'aboutissement de cette « société fédérale », suivant les prédictions que Spinelli avait formulées pendant la Seconde Guerre mondiale. Cependant, ce retour mérité et efficace des fédéralistes italiens au premier plan ne doit pas faire oublier que ceux-ci ont dû renoncer, pour ce faire, à une partie de leurs idéaux : le projet européen pour lequel ils vont alors se battre tourne le dos aux espoirs de la Résistance, vérification supplémentaire que le Vieux Continent, partagé en deux, n'est plus vraiment maître de son destin, et que le Fédéralisme n'a pas su s'imposer en idéologie autonome...

⁸² On doit souligner les difficultés des fédéralistes à faire connaître leurs idées en passant par les maisons d'édition traditionnelles : c'est par exemple le cas du livre de EINAUDI Luigi *La guerre et l'unité européenne*, refusé successivement par Plon et Gallimard, *Lettre de Michel Berveiller à Guglielmo Usellini*, 22 décembre 1948, UEF-5, ainsi que par Calmann-Lévy, *Lettre de refus de Raymond Aron à Michel Berveiller*, 18 décembre 1948, UEF-2, ASCE.

⁸³ On peut signaler que deux dirigeants « intégraux » de l'*UEF*, respectivement Denis de Rougemont et Henri Brugmans, seront appelés à diriger des instances culturelles européennes créées en 1950, le Centre européen de la Culture à Genève et le Collège de Bruges : ces grandes figures prennent donc de la distance avec l'action militante fédéraliste, au profit du seul Spinelli...

